

RÉPUBLIQUE et RÉVOLUTION

De l'attitude à prendre par le prolétariat en présence des partis politiques.

par **Gustave LEFRANÇAIS**
Ex-Membre de la *Commune de Paris*.

*d'après l'édition publiée vraisemblablement en 1873, à Genève,
par l'Imprimerie Veuve BLANCHARD, Cours-de-Rive.*

«Nous félicitons l'organe de M. Gambetta du tact politique dont il vient de faire preuve en cette circonstance. En répudiant la politique de M. Portalis, il a rompu définitivement avec l'incertitude qui a longtemps plané sur ses sentiments à l'égard des hommes du 18 mars.

Comme nous, il a compris qu'entre la République et la Commune il n'existe aucun lien ni aucune affinité et, en refusant l'alliance étrange proposée par "L'Avenir national", il se dégage de tout soupçon de connivence avec le parti fédéraliste, encore plus qu'il ne détourne du bonapartisme» (sic).

Ainsi s'exprimait un journal autrefois à plat-ventre devant l'empire, l'*Opinion nationale*, puisqu'il faut le nommer, à propos d'un article de la *République française* repoussant absolument le projet d'alliance des républicains avec les bonapartistes, mis en avant par l'*Avenir national*, au nom du salut prétendu de la révolution, dans son numéro du 27 septembre 1873.

Nous ne nous arrêterons pas à ce qu'il y a de plus étrange encore de voir l'*Opinion nationale* faire ainsi la dégoûtée, alors que son patron avéré, le sieur Plon-plon, de même que l'écrevisse sur une viande pourrie, se jetait avidement sur l'appât que lui tendaient les faiseurs politiques de l'*Avenir national*.

Mais nous nous empressons de relever la partie essentielle des félicitations adressées par M. Guérout fils à M. Gambetta et consorts.

Nous partageons complètement l'avis de M. Guérout fils: il n'existe vraiment aucun lien ni aucune affinité entre le parti républicain actuel - en allant de M. Target à M. Gambetta - et la Commune.

Enfin nous reconnaissons encore plus volontiers que M. Gambetta et le parti radical sont beaucoup plus éloignés du parti communal-fédéraliste qu'ils ne paraissent l'être du bonapartisme.

Là est en effet le nœud de l'imbroglio politique qui, en France, nous semble devoir amener avant peu une restauration clérico-monarchique.

Le temps est enfin venu de distinguer ce qui sépare la Commune et ses partisans du parti républicain

radical et d'expliquer pourquoi ce dernier est à la veille d'expirer, sous le juste mépris qu'inspire à tous son impuissance, fruit légitime de son inintelligence et de sa lâcheté.

En vain M. Portalis et ses fidèles offrent-ils l'appui du parti radical aux bonapartistes pour triompher des menées fusionnistes; en vain Plon-Plon accepte-t-il complaisamment, pour grimper sur le trône de son défunt cousin, de se servir des dos qu'on lui présente.

«*Nous n'avons que faire de votre aide*» répondent dédaigneusement les impérialistes purs aux républicains radicaux ou autres. «*Nous saurons bien triompher seuls de nos adversaires communs et même de vous*».

«*Nous vous félicitons de ne pas venir avec nous*», répond ironiquement l'*Opinion nationale*, aux récalcitrants du projet Portalis. «*Ce refus vous honore, car eu égard à la précédente ligne de conduite de ceux qui vous y invitaient, votre refus prouve en définitive que vous êtes moins éloignés de nous que de nos plus dangereux ennemis, les partisans de la Commune et qu'ainsi cette alliance dont on fait tant de fracas est au fond complètement inutile*».

Quant à l'alliance possible du centre-gauche avec les républicains, alliance que vient de sceller la lettre de M. Thiers au maire de Nancy, qui ne sent qu'elle n'aurait d'autres résultats que d'amener le triomphe de l'ancien parti orléaniste entourant la république d'institutions monarchiques - de même que le projet de traité avec les bonapartistes, amènerait forcément Plon-Plon à la dictature.

Telle est la situation méritée du parti radical, que, quelle que soit l'issue de la crise actuelle, sa mort est assurée et qu'on en peut déjà sonner l'hallali.

Ou, en effet, la majorité décidera du rétablissement de M. de Chambord sur le «*trône de ses pères*» et les républicains n'auront qu'à se retirer promptement, sans même tenter une résistance qui n'est d'ailleurs pas dans leurs cordes et qui serait la négation de leur pieuse admiration pour le système parlementaire.

Ou le centre gauche aura le dessus, c'est alors la rentrée de M. Thiers au pouvoir et les radicaux en seront de nouveau réduits à lécher les bottes du petit «*sauveur*». Ou enfin les bonapartistes, gens de sac et de corde et qui tiennent en partie dans leurs mains l'armée, la police et l'administration, essaieront d'un coup de force qui pourrait bien réussir et c'est à coups de cravache que M. Gambetta et ses amis seront reconduits à la frontière.

Ils ne sont pas assez à craindre pour qu'on les honore du sort glorieux des martyrs de la Commune.

Donc et sauf erreur invraisemblable, le parti républicain nous semble près de sa fin et, de même que cela se pratiquait autrefois sous la monarchie, nous nous écrierons volontiers: *Le parti républicain est mort! Vive la Révolution!*

Depuis bientôt un siècle, République et Révolution marchent de pair dans notre histoire et, grâce à nos historiens modernes qui, à plaisir, se sont tous plu à cette confusion, le peuple en est arrivé à croire que l'avènement plus ou moins fortuit de la première doit forcément amener le réveil et le triomphe de l'autre.

C'est à ce lamentable préjugé que nous devons toutes les calamités et les sanglantes hécatombes dont le prolétariat français a sans cesse jusqu'ici fait les frais.

République et Révolution sont deux termes absolument distincts.

De toutes les affirmations de principes édictées de 1789 à 1793, il n'en est pas qui aient mieux précisé la signification réelle de la Révolution que les articles suivants, extraits de la *Déclaration des*

Droits:

Article 1er: Le but de toute association politique est le maintien des droits naturels et imprescriptibles de l'homme et le développement de toutes ses facultés.

Art. 2: Les principaux droits de l'homme sont ceux de pouvoir à la conservation de l'existence et de la liberté.

Art. 18: Toute loi qui viole les droits imprescriptibles de l'homme est essentiellement injuste et tyrannique; elle n'est point une loi.

Art. 28: Il y a oppression contre le corps social, lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre du corps social lorsque le corps social est opprimé.

Art. 30: Quand la garantie sociale manque à un citoyen, il rentre dans le droit naturel de défendre lui-même tous ses droits.

Art. 31: Dans ce cas, assujétir à des formes légales la résistance à l'oppression est le dernier raffinement de la tyrannie.

Ces six articles contiennent toute l'économie du droit révolutionnaire et il n'est pas de légistes au monde, autres que ceux qui ne considèrent la loi que comme l'expression d'une volonté supérieure à l'homme, qui puissent contredire en quoi que ce soit à l'évidence de ces propositions.

On peut donc affirmer que la Révolution est là tout entière ou qu'elle n'est pas.

A moins de considérer en effet tout groupe social comme un véritable troupeau confié à la garde du délégué d'une puissance supérieure à l'homme, théorie sur laquelle s'appuie logiquement la monarchie de droit divin - la seule hors de toute discussion - à moins d'admettre cette théorie monstrueuse et anti-humaine, disons-nous, il est impossible de ne pas reconnaître l'absolue justesse de l'affirmation contenue dans l'article 1er de la *Déclaration des Droits*.

Ce premier point établi, les cinq articles portant les numéros 2, 18, 28, 30 et 31 dans cette Déclaration, en découlent naturellement, puisqu'ils en sont les corollaires obligés.

A eux seuls ces six articles sont toute la *Déclaration des Droits de l'homme*, base indiscutable du droit moderne et dont la promulgation fait de cette époque le point de départ d'un ordre social complètement nouveau.

Les principes d'autonomie et de solidarité qu'elle contient, fruits des méditations et surtout des critiques des philosophes du XVIIIème siècle, réduisent la politique à une véritable science reposant sur la nature de l'homme et l'étude constante de ses besoins. - Ils constituent à la fois l'originalité et l'immense valeur de ce fait, sans précédents dans l'histoire de l'humanité, qui s'appelle la Révolution française.

Que cette politique nouvelle fût sérieusement comprise et appliquée sans restrictions par les directeurs du mouvement d'alors et la Révolution entrant dans le domaine des faits, c'était fini de la vieille société et de tout son attirail de privilèges et d'oppressions.

Il n'en fut malheureusement point ainsi.

Imbus de souvenirs classiques; puisant dans l'histoire des républiques antiques toutes leurs conceptions juridiques et gouvernementales; bourrés de préjugés et de traditions autoritaires, ils ne songèrent qu'à édifier une société copiée entr'autres sur la république romaine, dont leurs études historiques ne leur avaient montré que la grandeur plastique en leur en amoindrissant les iniquités et les turpitudes.

De là les réminiscences de discours, de littérature et même de symboles grandioses si l'on veut, mais sans rapport aucun avec l'époque où l'on évoquait ces souvenirs et grâce à l'aspect théâtral desquels la bourgeoisie, plus pratique, s'emparait de la direction réelle des affaires à son bénéfice propre.

De là enfin cette funeste tradition populaire, soigneusement entretenue par des rhéteurs de toutes

sortes et dans laquelle se sont confondues la Révolution, fait absolument moderne, et l'idée de république, comme forme particulière de gouvernement à opposer à la monarchie plus ou moins absolue.

La première République, fondée par des lettrés et des juristes en admiration devant les républiques de l'antiquité, fut donc en partie dépouillée de tout caractère original et surtout novateur.

Aussi, la *Déclaration des Droits*, seule expression de l'idée révolutionnaire, resta-t-elle à l'état de pure abstraction.

Sans doute la forme républicaine, qui a pour caractère spécial de ne point admettre l'hérédité dans aucune magistrature que ce soit, s'impose à l'esprit de quiconque se rallie aux principes énoncés dans la *Déclaration des Droits*, l'hérédité dans toute magistrature étant la négation de ces mêmes droits.

Mais il ne s'ensuit pas le moins du monde que tout partisan de la forme républicaine, c'est-à-dire de l'élection et de la non hérédité dans les magistratures politiques et sociales, soit par cela même révolutionnaire.

Aussi est-ce pour cela que, déniait aux divers partis républicains qui se sont affirmés au pouvoir depuis 1792 jusqu'à nos jours, le titre qu'ils s'adjugent d'être les seuls représentants de la Révolution, nous allons essayer d'expliquer pourquoi, nous, républicains-socialistes, nous avons raison d'applaudir à leur chute définitive; nous l'espérons.

La Révolution avait posé en principe:

a- Que la société avait pour seul but de garantir et même d'étendre par le concours de tous, les droits de l'individu;

b- Que pour que cette garantie fût effective, la mission exclusive de la société consistait à faciliter à l'individu, au moyen de la solidarité collective, le complet développement de ses facultés;

c- Qu'enfin était dolosive et tyrannique toute loi portant atteinte aux droits naturels de l'homme, qui sont de pourvoir à la conservation de l'existence et de la liberté;

d- Que l'édition seule d'une semblable loi créait, tant pour l'individu que pour la collectivité, le droit et le devoir de recourir à la force pour s'opposer à son exécution.

De là, négation précise du principe d'autorité et affirmation de la liberté individuelle la plus complète, sous le triple point de vue de la conscience, du travail et des relations sociales. Ce qui peut se résumer ainsi: *Liberté de manifester sa pensée, de s'associer et de se concerter en vue de garantir et d'augmenter son bien-être.*

En un mot les Droits de l'homme substitués à la raison d'Etat.

Voyons si les divers partis républicains, qui tous se signent dévotement au seul mot de république, ont jamais rien fait pour la réalisation de ces principes, dont ils se prétendent les plus dévoués défenseurs; voyons enfin comment ils ont représenté la Révolution qu'ils invoquent sans cesse.

Notre intention n'est point de faire ici un cours d'histoire rétrospective détaillée, ni de revenir sur des faits dont une simple brochure ne comporte pas l'exposé.

Nous ne voulons point non plus fatiguer le lecteur du récit des volte-face de beaucoup de farouches et austères républicains qui, comme les Barras, les David, les Røederer, les Carnot et tant d'autres, devinrent les plats laquais de Napoléon, qui en fit des comtes et des barons, alors que ces misérables avaient fait tomber les têtes des Dantonistes et des Hébertistes et jusqu'à celles de leurs amis du comité de salut public, comme étant vendus à la réaction.

La liste en serait longue, si curieuse et si instructive qu'elle fût à dresser.

Nous ne sommes pas de ceux qui combattent les idées en leur opposant l'indignité de leurs représentants.

Nous nous contenterons de rappeler succinctement qu'elle fut l'attitude des partis républicains de toutes nuances, chaque fois qu'il leur a été donné de se manifester officiellement et quelles théories ils ont alors préconisées.

Et tout d'abord, n'oublions pas, l'histoire à la main, que, chaque fois que les républicains ont été au pouvoir, depuis 80 ans, tous, sans exception, n'ont trouvé que le canon et la mitraille en masse à opposer au peuple venant leur réclamer l'exécution de promesses antérieurement faites.

Sous ce rapport, ils n'ont rien à reprocher aux monarchies. - Prairial (1794), juin (1848), mai (1871) en sont les effroyables preuves - seulement ils font plus grand.

Mais revenons à leurs théories politiques.

Rechercher les moyens de restituer à l'individu ses droits naturels usurpés par les sociétés précédentes; garantir à l'individu l'absolue souveraineté dont venait de l'investir la Révolution; réduire du même coup et jusqu'à complète disparition l'action gouvernementale. Tel se produit le problème à résoudre. Sa solution était le but vers lequel devaient tendre sans cesse les républicains au pouvoir, sous peine de renier la Révolution et de faire de la République, non plus la «*chose de tous*» mais le gouvernement de tous par quelques-uns, ainsi que cela se pratique encore à cette heure dans les républiques actuelles, quoi qu'on en dise.

Au lieu de suivre cette voie, qu'ont fait les républicains, chaque fois qu'ils ont tenu la chose publique dans leurs mains?

Du 10 août 1792 à la proclamation du premier empire; depuis le comité de salut public, jusqu'à la chute du Directoire, les divers partis républicains se succédant au pouvoir sont tous mûs par une même pensée: restreindre de plus en plus l'action individuelle au bénéfice de l'action gouvernementale, jusqu'à ce que toute liberté étant anéantie; tous les partisans du privilège remis en selle, il soit possible au premier soldat venu de se substituer à la nation et de répéter de nouveau: *'Etat c'est moi*.

En 1848, nouvel avènement du parti républicain.

Cette fois les idées ont eu le temps de mûrir. Les sociétés secrètes, impuissantes à renverser la monarchie constitutionnelle, ont eu cela de bon pourtant qu'elles ont mis en rapport les chefs bourgeois et les travailleurs, simples soldats de ces sociétés. - La *Déclaration des Droits* réimprimée avec un certain luxe de symboles qui n'ont rien à y voir, est distribuée à profusion. Chaque sectionnaire en doit posséder un.

La plupart des membres du nouveau gouvernement, un grand nombre de républicains qui siègent à la Constituante ont fait partie de ces sociétés politiques.

De toutes parts les peuples sont disposés à suivre l'exemple donné par la France au 24 février. Le moment est propice pour réaliser enfin les principes rejetés en arrière-plan par suite des grandes tourmentes de l'époque antérieure.

La Bourgeoisie, attérée de la chute facile du gouvernement qu'elle avait édifié en 1830; peu batailleuse en somme dès qu'il s'agit de défendre en personne ses intérêts égoïstes; la bourgeoisie était toute résignée à prendre son parti de la nouvelle situation.

Sans grande science ni sans grands efforts; en s'inspirant seulement de cette pensée qu'ils ne devaient être que le trait d'union facilitant aux travailleurs les moyens de débattre un nouveau contrat avec ceux qui, seuls jusqu'alors, ont bénéficié de la Révolution, il était facile aux républicains de pouvoir amener une solution pacifique et décisive de la révolution sociale.

Loin de là.

Toujours imprégnés de traditions autoritaires; se croyant seuls capables de résoudre une situation qui leur était bien supérieure, ils amenèrent, par leur impuissance forcée et par leur vaniteuse obstination, les journées de Juin d'abord, et dont l'atrocité leur incombe entièrement, car ils les voulaient (1), puis, de restrictions en restrictions dites légales, qui toutes portent la marque de leurs préoccupations gouvernementales, ils restituèrent aux classes privilégiées les armes qu'ils avaient arrachées des mains du peuple, et Louis Bonaparte n'eut plus qu'à les chasser du pied.

Vingt années d'empire. -Vingt années de turpitudes sans nom et d'intrigues politiques écœurantes auxquelles ne craignirent pas de se mêler, sous prétexte de constituer une opposition parlementaire, bon nombre de républicains de 1848 - vingt années enfin de hontes et de malpropretés de tous genres succédèrent à la république, tombée sous les coups de ses prétendus partisans.

Durant ce temps cependant, un travail considérable se fait dans l'intelligence des travailleurs.

Grâce à la popularisation des études sociales, grâce au souvenir des journées de Juin, sur les barricades desquelles s'était produite la première affirmation du parti socialiste révolutionnaire; grâce enfin aux terribles expériences tirées de ces lugubres journées, les travailleurs, abandonnant les prétendues traditions propagées par les rhéteurs du parti républicain, reprenaient la véritable tradition: *Celle de la négation de toute autorité gouvernementale et de l'affranchissement de tous par tous.*

Arrive enfin la chute des décembristes et de leur abject empereur.

Que vraiment soucieux du triomphe de la Révolution et éclairés par leurs fautes précédentes, les représentants plus ou moins officiels de la République eussent joint leurs efforts à ceux des travailleurs et se fussent pénétrés de la justice des revendications de ceux-ci, la guerre dans laquelle venait de s'effondrer l'empire, pouvait devenir la cause suprême du définitif triomphe de la Révolution.

Abandonnant leurs théories monarchiques d'une prétendue responsabilité qui n'est en fait que l'usurpation des droits de tous, ils pouvaient faire sortir la France triomphante et ré-générée de la crise résultant encore bien plus de leur propres agissements antérieurs que des crimes de Bonaparte et de ses complices.

Mais rien ne prouve mieux la différence essentielle existant entre les républicains de toutes nuances et la Révolution; rien ne constate mieux que cette différence ne résulte ni des tempéraments ni des diverses intelligences composant ce parti, mais uniquement des théories autoritaires qui les dominent; rien enfin n'établit plus nettement ce qui sépare les républicains des révolutionnaires, que la conduite unanimement tenue par les premiers, après que le 4 septembre les eût malheureusement reportés au pouvoir.

Loin de faire appel à la spontanéité des citoyens loin de leur faciliter les moyens de pourvoir aux nécessités d'une situation, qu'il était donné au peuple seul de pouvoir résoudre, sous sa responsabilité directe; les républicains au pouvoir, depuis Jules Favre jusqu'à son extrême - d'apparence seulement - le citoyen Gambetta, chef actuel de parti radical; tous, on ne saurait trop le répéter, s'ingénierent au contraire à paralyser l'élan populaire, en haine de la Révolution et au bénéfice des réactions monarchiques, dont le triomphe des Prussiens devait faire aboutir les projets.

Avec une naïveté sans égale, M. Gambetta prononçait ces jours derniers à Périgueux (2) les paroles suivantes: *«La défaite est venue. Si la victoire n'a pas récompensé les efforts et sacrifices, il faut savoir le dire, c'est parce qu'il y a eu des hommes et des partis politiques qui, tablant sur les revers de la France ont tout énervé et tout arrêté, préférant la capitulation, la défaite, l'abaissement de la patrie, il l'abdication de leurs convoitises».* (Siècle du 2 octobre 1873 - Edition des Départements).

On n'est pas plus maladroit, vraiment.

(1) Le général Cavaignac s'en vantait, deux mois après, en pleine Assemblée, sans qu'aucun membre républicain ait cru devoir protester contre cette infamie.

(2) A l'occasion de l'inauguration de la statue du général Daumesnil.

S'ils avaient été plus intelligents, nos gouvernements d'aujourd'hui, au lieu d'interdire au *Siècle* la vente sur la voie publique, pour le punir d'avoir reproduit ces paroles, ils eussent infligé à ce journal et à la *République Française* - organe de M. Gambetta - l'obligation de reproduire à la suite la déposition du même citoyen Gambetta dans l'enquête sur le 4 septembre.

Les lecteurs y eussent vu que ces paroles de l'ex-dictateur n'étaient qu'un imprudent oubli de ses propres agissements, tant à Paris qu'en province, durant la guerre.

Bien imprudent et bien oublieux en effet, l'homme qui ose parler ainsi, alors qu'il s'est vanté depuis d'avoir fait tous ses efforts pour dissoudre les ligues républicaines qui s'étaient organisées dans le midi pour grouper contre l'ennemi les forces révolutionnaires, préférant livrer nos jeunes soldats à l'incapacité et à la trahison des généraux de l'empire, tous soigneusement maintenus dans leurs commandements par le grand orateur du parti radical!

Dans Paris, dans la province, partout les chefs du gouvernement républicain et leurs agents (tous ils en ont consigné l'aveu personnel dans l'enquête ouverte à ce sujet) ne songèrent qu'à étouffer toute tentative du peuple ayant pour but d'organiser lui-même son salut contre les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur, c'est-à-dire d'organiser la Révolution!

On sait qu'ils n'y ont que trop réussi.

Paris livré aux Prussiens et lâchement calomnié par ceux-là même qui l'avaient livré. Les républicains de province, énervés et fatigués du piétinement sur place auquel les avaient réduits les agissements anti-révolutionnaires de Gambetta et de ses préfets. Une assemblée élue dans de telles conditions qu'il n'en pouvait ressortir fatalement que de nouveaux malheurs. Tel était le bilan du passage des républicains aux affaires!

Et tout cela pour l'amour d'impuissantes théories gouvernementales puisées dans des traditions purement monarchiques!

Et qu'on ne dise pas que ce phénomène est particulier à la France.

Non, le parti républicain français a fait école.

Voyez ce qui se passe en Espagne avec les Figueras, et les Castelar qui, eux aussi, préféreront livrer la révolution aux Carlistes, plutôt que de la voir triompher de leurs prétentions autoritaires.

En relisant les discours de Mr. Castelar et ses circulaires aux puissances étrangères, réclamant pour son parti le titre de républicains à «*traditions historiques*», ne croirait-on pas entendre et lire Mr. Jules Favre lui-même?

Et l'Italie? Croit-on qu'il n'en serait pas de même si, pour son malheur, elle venait à tomber aux mains des mazziniens?

Qui ne se rappelle les injures vomies par leur chef contre les socialistes, lors de la chute de la république au 2 décembre 1851?

L'assemblée dite nationale, élue et réunie, il était facile de prévoir un nouveau mouvement révolutionnaire.

Au 18 mars, le peuple de Paris, ne prenant conseil que de lui-même, accepte le défi que lui jette le gouvernement de M. Thiers et, pour sauver à la fois la République et la Révolution, compromises par les lâches concessions des républicains à Bordeaux, proclame la Commune.

Que font les républicains de rassemblée, tant ceux de Paris que de la Province? Fidèles à leur mandat, qui est d'asseoir la République et d'achever du moins la partie politique de la Révolution, ils vont sans nul doute se ranger du côté de la Commune?

Mais la Commune, dans son expression complète, c'est la souveraineté du peuple réalisée; c'est le gouvernement réduit à un simple rouage administratif; la Commune enfin, c'est la négation de tout principe autoritaire.

Versailles, au contraire, en raison même des tendances monarchiques avérées de la grande majorité de ses membres; Versailles, c'est la représentation de l'idée gouvernementale.

Nos républicains, à un petit nombre près de dissidents, qui viennent se ranger sous le drapeau communaliste et combattre pour lui, nos républicains ne mentent pas, eux non plus, à leurs principes et à leurs «*traditions historiques*».

Les représentants issus d'un suffrage absolument faussé, ils le savent bien; les représentants sont seuls souverains: seuls ils sont le droit contre ceux mêmes qui, eu les élisant, se sont dépouillés de leur souveraineté. Donc c'est Versailles qui a raison et la Commune qui a tort.

Donc, vive Versailles monarchique et mort aux Communards! Vive l'armée qui, impuissante à sauver la patrie, vient de se couvrir de gloire, en massacrant par milliers ses concitoyens, pour l'honneur et la sauvegarde du grand principe d'autorité!

Et pas un républicain présent à l'assemblée ne proteste et c'est logique.

Qu'y a-t-il de commun entre eux et la Révolution?

Rien. - C'est ce que nous allons démontrer.

A quoi se peuvent réduire en somme tous les programmes républicains publiés officiellement par le parti depuis 1848?

Changent-ils le fond même des institutions politiques et économiques qui nous régissent à cette heure?

Comment l'exiger d'eux? Ces institutions sont leur œuvre, sinon dans les détails, du moins dans les principes généraux sur lesquelles elles reposent.

Pour les républicains il ne s'agit pas de détruire le pouvoir mais d'en rectifier et d'en élargir les assises afin de le consolider et de le rendre inébranlable.

Contestant aux monarchies anciennes les droits qu'elles prétendent tirer d'une puissance extra-humaine, et conférant à la masse gouvernée le droit de se dire seule à son tour le représentant de cette même puissance, ils ont transféré à cette masse - devenue la «*Voix de Dieu*», selon leur maxime favorite - les qualités complaisamment prêtées à l'autorité dite providentielle, persuadés qu'ils sont que la volonté populaire, par voie de majorité, est déterminante de tout droit et de toute raison.

Conséquence forcée: le suffrage universel devient une religion. Chaque élu est investi d'un sacerdoce lui donnant le droit de réclamer pour ses décisions le même respect et la même obéissance que celle antérieurement attachée aux décisions du pape et du roi.

La loi, émanation d'un vote quintessencié par voie de majorités successives et ne représentant plus ainsi que des conceptions purement personnelles, la loi, imposée par des mandataires irresponsables, devient inattaquable et sacrée.

La force reste, comme devant, la suprême raison opposée à quiconque se refuserait d'obéir à ceux qui sont chargés de son exécution.

Là est au fond toute l'économie du système républicain.

Le, tout, entouré de quelques garanties plus ou moins efficaces, relatives, soit à la clairvoyance de l'électeur, par l'instruction gratuite et obligatoire, soit à la responsabilité du magistrat par le mandat impératif, et toujours révocable. Encore cette dernière garantie, sorte d'oméga du programme républicain, n'est-elle acceptée que par le seul parti radical, les républicains d'un rouge moins vif, se réfugiant dans la dignité de leur conscience, supérieure paraît-il à celle de leurs électeurs, se refusant énergiquement à l'admettre.

En quoi l'économie générale des sociétés peut-elle être modifiée par l'application, même sincère, d'un tel programme? Quel rapport a ce programme avec celui posé par la *Déclaration des Droits*: garantir à chacun l'exercice de ses droits naturels qui sont de *pourvoir à la conservation de l'existence et de la liberté*?

Telle est la question posée par la Révolution.

Certes, pas plus que les républicains, les socialistes ne veulent d'une loi faite par quelques-uns seulement et au seul bénéfice de ceux-ci, ni de l'hérédité dans aucune magistrature.

Les socialistes veulent plus et mieux que cela.

Ils veulent qu'aucune loi ne puisse s'imposer à ceux qui ne l'auront pas consentie.

Ils ne reconnaissent pas plus à une majorité, si éclairée qu'elle puisse être, le droit qu'avec raison les républicains dénie à un homme, à une aristocratie ou à une fraction quelconque du corps social.

Les socialistes veulent, comme le demandait judicieusement Proudhon dans son *«Idée générale de la Révolution au XIXème siècle»*, substituer à la loi imposée la notion de contrat, c'est-à-dire de loi directement débattue et consentie entre les intéressés, sous la seule réserve que ce contrat n'infirme ni pour les parties, ni pour leurs successeurs, le droit de le résilier chaque fois qu'il ne leur paraîtra plus conforme à leurs besoins ou à leurs aspirations. Ils ne veulent plus de monarchie d'aucun genre, que cette monarchie s'appelle empire, royauté, présidence, comité de salut public ou même convention nationale.

Ils ne veulent plus de faiseurs de lois ni de juges spéciaux, tant au civil qu'au criminel.

Aux faiseurs de lois, pompeusement décorés du nom de législateurs et d'hommes d'Etat, les socialistes veulent substituer les groupes producteurs librement associés, traitant directement entre eux des règlements et transactions relatives à la production et à la distribution.

Aux juges de profession, qualifiés juges, toujours au-dessous de la tâche qui leur incombe et trop souvent accessibles à toutes les corruptions, les socialistes veulent substituer l'arbitrage et le jury, qu'il s'agisse de débats litigieux ou de répression criminelle.

Mais ce n'est pas tout encore.

Il ne s'agit là que de vieux rouages politiques et sociaux que les républicains voudraient seulement réparer et dont les socialistes poursuivent la suppression pure et simple.

Ils réclament des républicains la réponse vainement attendue à cette question: *En quoi votre mécanique gouvernementale, même remise à neuf d'après votre programme, changerait-elle rien aux résultats précédemment obtenus?*

Comment en sera modifié le sort actuel des prolétaires, c'est-à-dire de la portion la plus considérable du corps social?

Depuis 1848, que, reprenant les vrais motifs poursuivis par la Révolution, les producteurs ont élevé la prétention de débattre eux-mêmes et à nouveau les conditions économiques au milieu desquelles s'accomplit la production, conditions absolument nouvelles eu égard à l'introduction croissante des

machines, le parti républicain pris au dépourvu, bien qu'il eût pourtant dans son sein quelques socialistes - M. Louis Blanc entr'autres - crut devoir couper court aux revendications des travailleurs en en repoussant net la légitimité.

Il se contenta, au lieu de l'étudier, de nier simplement le caractère social de la Révolution. Et comme ce parti ne vit que de traditions faites de toutes pièces, les gouvernants de 1848 transmirent cette négation à leurs successeurs de 1870-71.

Aussi le parti radical actuel, fidèle écho de ses auteurs, s'empresse-t-il de déclarer à tous propos et à tous venants, par l'organe de M. Gambetta «*qu'il n'y a pas de question sociale à résoudre*» - ce qui revient à dire que la Révolution n'a pas de sens. Il serait oiseux d'y revenir.

Or, c'est précisément de la solution de la question sociale, qui se pose d'elle-même chaque jour davantage, qu'étaient particulièrement préoccupés les partisans du mouvement du 18 mars 1871, et c'est pour cela que l'*Opinion nationale* a eu raison de constater que M. Gambetta et ses amis étaient plus éloignés des communalistes (*Communards* si l'on veut), qu'ils ne le sont réellement de l'empire - Ce dont nous devons glorifier les *Communards*. Cette constatation nous semble fort heureuse venant de la part d'impérialistes avérés.

Afin que les travailleurs fussent remis en puissance de traiter directement de leurs intérêts avec ceux dont les lois économiques actuelles ont fait leurs adversaires directs et naturels, les *Communards*, comme on les appelle, avaient accepté du peuple parisien la mission de reprendre l'œuvre interrompue de la Révolution. Ils avaient pour programme de revenir à la *Déclaration des Droits*, laissée dans l'ombre à la suite des luttes successives des Jacobins contre les Girondins, les Dantonistes et les Hébertistes, luttes qui avaient fatalement abouti au neuf Thermidor.

Comprenant que tous avaient succombé à la tâche parce que tous avaient tour à tour prétendu procéder seuls et sous leur unique responsabilité à son accomplissement; comprenant que c'était au contraire par le concours de la collectivité que l'idée révolutionnaire peut seulement sortir de l'abstraction pour se réaliser en fait; les communards, au nom du principe d'autonomie communale, avaient accepté la mission, s'ils eussent triomphé de Versailles, de provoquer une délégation générale des groupes producteurs fédéralisés par régions ou autrement, suivant la seule convenance et les intérêts des électeurs.

Cette délégation, véritable représentation sociale, eût eu pour mandat, non de faire une constitution politique bâclée telle quelle, comme ses précédentes, et décidant *ad vitam* de l'avenir des mandants, mais d'élaborer les cahiers du travail - dans le genre de ceux qu'avait juré de défendre M. Gambetta devant les électeurs de Belleville en 1869 - et de préparer les éléments des nouveaux contrats à intervenir entre les producteurs d'une part et, d'autre part, les détenteurs actuels des instruments de travail.

Enfin cette délégation fédérative des travailleurs eût eu aussi à étudier et à proposer à la libre acceptation de tous les groupes producteurs, les bases d'un pacte de solidarité qui eût fait de la France, ainsi fédéralisée, la Révolution incarnée et l'eût rendue de nouveau véritablement grande et respectable devant tous.

Ce plan, il ne tenait qu'aux républicains siégeant à Versailles et notamment aux députés de Paris, de concourir à sa réalisation: ils y ont été assez conviés.

Ils s'en sont donné de garde, affolés qu'ils sont de prétentions gouvernementales dont ils sont cependant constamment déboutés.

C'est affaire à eux et nous ne regrettons pas en somme que leur adhésion ait manqué à la Commune. Etant donnés leur tempérament et leurs préjugés, c'eût été pure hypocrisie ou du moins une grande inconséquence de leur part.

Il nous reste maintenant à examiner quelle doit être selon nous, l'attitude des républicains-socialistes,

les seuls défenseurs de la vraie République et par conséquent de la Révolution, en présence des événements qui se peuvent dérouler avant peu en France.

Dans son numéro du 27 septembre 1873, l'*Avenir national* est venu faire aux républicains parlementaires une proposition que nous eussions trouvée très-naturelle, venant de tout autre que lui, mais qui, dans un journal se disant socialiste, devient une monstruosité.

Nous voulons parler de la proposition d'alliance avec les bonapartistes, en vue de défendre la Révolution menacée par l'avènement de M. de Chambord, avènement rendu possible tant à cause de la couardise des deux gauches de l'Assemblée, qu'à cause de la fusion entre les orléanistes et les légitimistes, résultant du vote du 24 mai dernier.

Que cette proposition émanât d'un journal libéral quelconque, encore une fois nous nous en étonnerions peu. Ce n'eût* été qu'une constatation franche, bien que prématurée peut-être, d'un fait destiné à se produire sournoisement quand le moment sera venu, on n'en peut douter.

A cette proposition, les républicains officiels, dont le *Siècle* et la *République française* sont les confidents habituels, ont fait une grimace d'autant plus sincère que la démarche indiscreète des faiseurs politiques de l'*Avenir national* venait, comme ont dit vulgairement, dévoiler le truc avant l'heure.

Quaut aux naïfs qui, comme M. Louis Blanc, prirent au sérieux le malpropre scénario combiné entre M. Portalis et le «*César déclassé*» et se sont récriés contre une pareille alliance, prétextant l'amas de boue et de sang qui sépare les républicains et les bonapartistes, ils ont rendu la tâche facile à l'*Avenir national*. Ce dernier s'est alors empressé de demander en quoi il était plus écœurant pour les républicains (meurtriers réels de la Commune) de s'allier aux bonapartistes, que de se vautrer comme ils le font depuis deux ans, tantôt aux pieds de M. Thiers, le cynique bombardeur de Paris, tantôt aux pieds de M. Mac-Mahon, l'un des dévoués serviteurs de l'homme de Décembre.

M. Louis Blanc et tous les purs de son espèce en sont encore à chercher la réponse.

Il n'en est pas de possible pour eux.

Mais si nous admettons qu'une semblable question ait pu être posée par un journal prétendu socialiste aux républicains autoritaires, hors d'état d'y répondre, il ne peut être admis qu'un tel projet d'alliance soit sérieusement proposé au prolétariat français.

Une alliance entre les bonapartistes et le prolétariat?

Sur quelles bases? nous le demandons.

Est-ce sur le respect qu'a de tout temps témoigné le bonapartisme pour les revendications des travailleurs?

Les cadavres des femmes et des hommes, impitoyablement massacrés à Aubin et à la Ricamarie, en 1869, sont là pour témoigner de ce respect.

Les milliers de femmes, d'enfants, et de fédérés égorgés durant quinze jours dans les rues de Paris, en mai 1871, aux applaudissements furieux du *Figaro*, du *Gaulois*, du *Soir*, de la *Liberté*, du *Constitutionnel* et de la *Patrie*, de toute la fine fleur enfin de la presse bonapartiste, trouvant qu'on n'avait pas assez éventré de «*femelles et de petits de communards*»; ces épouvantables massacres dont, il est vrai, les républicains se sont faits les lâches complices, sont là pour témoigner de toute la sollicitude des bonapartistes pour le prolétariat.

Allons prolétaires parisiens, compagnons de Duval, le fondeur en fer, égorgé froidement par les

ordres de Vinoy, l'ami des Bonapartes; allons, vous tous travailleurs, qui avez échappé comme par miracle aux fusillades ordonnées par Gallifet; allons, vous tous, travailleurs, dont les mères, les femmes ou les filles ont été violées et massacrées aux acclamations de tous les ruffians de l'empire, oubliez tout cela et votez comme un seul homme pour la restauration du petit prince ou du gras Plon-Plon!

Et c'est en face de semblables souvenirs, tout brûlants encore, que les tripoteurs - ou les gogos - de l'*Avenir National*) comptant un peu trop, il nous semble, sur la naïveté des prolétaires, viennent proposer à ceux-ci de s'appuyer sur les bonapartistes pour sauver la Révolution et de recommencer ainsi le jeu que les Girardin de l'époque leur firent jouer, lors de l'élection présidentielle de 1848! C'est exorbitant de bêtise et d'impudence à la fois. Mais, répondent l'*Avenir National* et ses adhérents, que nous parlez-vous du petit et même du gros prince? Il s'agit de bien autre chose.

Il s'agit d'un traité à conclure entre les bonapartistes et les partisans de la Révolution, pour la défense de celle-ci et la conservation de la République. Rien de plus, rien de moins. - Laissez donc ces souvenirs irritants. Oublions le sang versé et ne songeons qu'à garantir l'avenir de tout retour au passé.

Eh bien! soit. Voyons les bases de ce traité. Laissons de côté Plon-Plon et le petit «*ramasseur de balles*».

N'envisageons que le parti bonapartiste dans son ensemble.

Quelles sont les aspirations, la politique et les transformations économiques poursuivies par ce parti lors de son dernier passage au pouvoir?

Durant vingt années, ce parti a eu la France entre les mains - qu'en a-t-il fait?

Financièrement, il l'a surmenée de telle sorte que, si l'empire eût duré quelques années de plus, le budget n'eût pas eu besoin des motifs de la dernière guerre pour atteindre au chiffre où il est actuellement: les contribuables en savent quelque chose.

Economiquement, grâce aux tripotages financiers de tous genres, d'autant mieux protégés que les plus grands dignitaires de l'empire en bénéficiaient ouvertement, il avait mis aux abois le commerce et l'industrie, dépouillés au profit des susdits tripotages, des capitaux sans lesquels ne peuvent vivre ni l'une ni l'autre.

La magistrature, subalternisée à la police, n'était plus que la servile complaisante de celle-ci.

L'instruction primaire, celle qui touche le plus au cœur du pays, était de plus en plus livrée à la direction des congrégations religieuses.

Voilà pour l'intérieur.

Quant à la politique extérieure du parti bonapartiste, les souvenirs entr'autres de la guerre du Mexique attestent de la haute estime dans laquelle l'empire tenait le droit des nationalités, sans cesse invoqué par lui cependant, chaque fois qu'il avait besoin des applaudissements des journaux de l'opposition prétendue libérale et républicaine.

Quant à la question romaine et du pouvoir temporel, est-ce que sous ce rapport et malgré quelques timides essais d'opposition toute personnelle, tentés au sénat par M. Jérôme Napoléon, les bonapartistes ne sont pas à cet égard du même avis que M. de Chambord?

Or, ou M. Jérôme Napoléon et son parti (si toutefois il a un parti) ce qui est douteux, renient tout ce passé et se déclarent républicains; la république alors n'a pas à traiter avec eux. - Qu'ils la servent sincèrement, sans lui demander en retour que ce qu'elle doit aux plus humbles de ses défenseurs.

Ou M. Jérôme et ses partisans prétendent, comme l'implique la notion de traité, à une situation spéciale et à une part quelconque de pouvoir, après la défaite des monarchies - y compris celle du petit

cousin - et alors il faut sortir des nuages et dire en quoi consiste la part que garantirait ce traité.

Il n'y a pas à sortir de là.

Quoiqu'en dise l'*Avenir national*, son projet de traité n'est en somme, et cela n'est pas difficile à deviner, qu'une coalition dont le but est de reconstituer un nouvel empire - libéral si l'on veut - mais empire, c'est-à-dire un nouvel escamotage de la Révolution qu'on prétend garantir.

Métier de dupes ou de fripons; il n'y a pas de choix.

Les prolétaires doivent savoir à quoi s'en tenir sur la sincérité des prétendus socialistes qui, sous la conduite de M. Portalis, prétendent le mener de nouveau dans ce traquenard.

Ces faiseurs se sont trop pressés et, nous l'espérons bien, en seront pour leur honteuse combinaison.

Qu'importe en effet que, pour le succès de cette turpitude, ils invoquent le salut de la Révolution?

En quoi, nous le demandons, la Révolution est-elle engagée dans les intrigues politiques qui vont se dérouler à Versailles?

Eu quoi même la conservation ou la chute de la République conservatrice Thiers-Gambetta importe-t-elle à l'avenir du prolétariat?

La République, la vraie, la seule qui eût pu permettre aux travailleurs de résoudre eux-mêmes le problème de leur affranchissement, la République a été tuée par le dernier coup de feu tiré contre les défenseurs de la Commune le 28 mars 1871.

Sa mort a été saluée le soir même par les applaudissements des deux gauches à Versailles, il faut ne pas l'oublier.

La Révolution, c'est-à-dire l'affranchissement du travail, se trouve donc en présence de divers partis parlementaires aspirant tous à gouverner le pays, ou, pour parler net, à bénéficier de l'impôt sous toutes ses formes.

Or nous avons vu que le parti républicain dans son ensemble, ne peut ni ne veut, pas plus que les partis monarchiques, la destruction du principe autoritaire. Son avènement au pouvoir ne serait au contraire que la consolidation de l'autorité.

Quant à l'affranchissement économique du travail, non-seulement il en ignore les moyens, mais il en a maintes fois répudié jusqu'au principe, par la voix de M. Gambetta, prêchant en toute occasion le respect dû aux positions sociales acquises, en vertu probablement de cet axiome juridique fort en honneur chez tous les légistes: possession vaut titre.

L'arrivée au pouvoir de M. Gambetta et du parti républicain autoritaire de toutes nuances ne pourrait qu'amener de nouveaux malentendus, aboutissant forcément à de nouvelles et sanglantes journées, toujours plus désastreuses pour le prolétariat.

Ce parti, incapable de manier les anciens rouages gouvernementaux qu'il ignore aussi bien que les besoins des travailleurs, n'a jamais su et ne saura jamais que désarmer ceux-ci au bénéfice des classes dirigeantes et exploiteuses. Son triomphe éphémère ne pourrait que nous ramener à la situation actuelle.

Reste donc en dernière analyse la possibilité, soit de la rentrée de M. Thiers aux affaires, solution précaire en présence de l'âge avancé de cette sinistre incarnation du prudhomme bourgeois; soit de la restauration parlementaire d'une monarchie blanco-tricolore.

Eh bien! nous le déclarons nettement ici, nous partageons entièrement l'avis de l'ouvrier parisien,

répondant un des premiers à la proposition faite par l'*Avenir National*, qui disait qu'à tout prendre cette dernière solution lui paraissait préférable à toutes autres, dans l'intérêt même de la Révolution.

Expliquons-nous.

Depuis 1848 surtout, la petite bourgeoisie agricole, manufacturière et commerçante, c'est-à-dire la classe très-nombreuse des petits propriétaires obligés pour vivre de joindre aux revenus de leur capital le produit d'un travail personnel, a constamment fait cause commune avec les gros capitalistes, pour comprimer les tentatives d'affranchissement du prolétariat.

De là l'une des principales causes d'avortement de ces tentatives en juin 1848 et mai 1871.

Seulement il est arrivé qu'à chaque victoire remportée contre les prolétaires, la petite bourgeoisie a senti se resserrer d'autant les mailles du filet dans lequel la tient la grande exploitation rurale, industrielle et financière.

Ce fait n'a besoin d'aucune démonstration. Il saute aux yeux des moins clairvoyants.

Il s'en suit que la double lutte économique qu'elle soutient contre le prolétariat d'une part et contre les exigences croissantes de la haute bourgeoisie nobiliaire et financière, dont le prêtre et le banquier sont les agents les plus actifs, cette lutte, disons-nous, lui devient de plus en plus lourde à supporter. Le mirage d'une prétendue égalité politique dont se repaît sa vanité, lui dissimule seul la profondeur du danger qui la menace. Il faut que ce mirage cesse et que la réalité la prenne à la gorge.

Pour ramener la petite bourgeoisie dans le plan révolutionnaire, dont son inintelligent égoïsme l'a fait sortir, il faut qu'elle se trouve en face d'une solution tellement nette qu'elle n'ait plus qu'à choisir entre son alliance définitive avec le prolétariat ou son propre suicide.

Or il n'est pas de situation politique et sociale qui soit, à notre avis, plus propre à amener ce résultat que la restauration de Chambord, redevenant «*roy de France par la grâce de Dieu*».

Il faut en effet que, malgré qu'il en ait d'ailleurs lui-même, ce «*roy*» ramène avec lui tout le cortège de préjugés, de de privilèges et d'oppression de tous genres qu'entraîne le principe autoritaire.

Il faut que la petite bourgeoisie se sente bien au cou la chaîne qu'on lui dissimule encore en ce moment.

Il faut que la petite bourgeoisie française, libre-penseuse par bravade, mais superstitieuse autant que sceptique; égalitaire par jalousie mais non par esprit de justice; libérale par taquinerie, mais oppressive et tyrannique à l'excès envers ceux qu'elle exploite, tant à son profit qu'à celui de ses maîtres des classes supérieures, dont son ambition unique est de faire partie; il faut que cette bourgeoisie sente déchirer ses flancs par l'éperon de ces hautes classes dont, en haine du prolétariat, elle aura raffermi la tyrannie.

Alors, quand écrasée sous le mépris de ses maîtres de tous ordres et qu'épuisée de leurs exactions, elle se verra menacée, non-seulement dans l'avenir de ses enfants, mais jusque dans sa conscience et dans la dignité de son foyer par le cléricisme qui la guette et l'attend pour se venger sur elle et sur les siens de tous les affronts qu'il a dû supporter depuis un siècle; alors cette petite bourgeoisie comprendra que désormais ses intérêts sont identiques à ceux du prolétariat et que la Révolution dans sa plénitude peut seule les satisfaire.

Comprenant que les compromis immoraux et inintelligents à la fois, que lui a conseillés son faux libéralisme, l'ont seuls jetée dans cet abîme et qu'il en faut finir avec les ennemis de la Révolution, qu'ils se nomment Chambord, d'Orléans, Bonaparte ou Gambetta; alors la petite bourgeoisie viendra elle-même proposer au prolétariat un nouveau pacte d'alliance révolutionnaire, heureuse encore si le prolétariat, toujours trompé et assassiné par elle, ne lui répond pas qu'il est trop tard.

Quant au prolétariat il a, lui, autre chose à faire, en attendant que la petite bourgeoisie, poussée par la logique des événements, se décide enfin à venir franchement rendre hommage à ses droits.

Sans doute il se pourrait que, contre toute prévision, les événements prissent une tournure telle qu'il lui fût permis d'intervenir, et nous espérons bien alors que, suffisamment éclairé sur ce qu'il doit attendre de ces gens, il en profiterait pour jeter du même coup par dessus bord les républicains autoritaires de toutes couleurs avec les bonapartistes et les fusionnistes, tous ses ennemis au même degré.

Mais ceci est le secret des Dieux et nous n'avons pas à nous en occuper.

A moins donc qu'il se présente pour le prolétariat une circonstance analogue à ce qui s'est passé le 18 mars, une seule chose doit le préoccuper à notre avis.

Il faut que le prolétariat reconstitue le parti révolutionnaire sur son véritable plan, en groupant tout ceux qui, abandonnant toute préoccupation gouvernementale, veulent que la société ne soit plus l'exploitation des uns par les autres mais une association dans laquelle les intérêts de tous et de chacun trouvent leur absolue garantie.

Or ce plan de reconstitution est tout tracé depuis plusieurs années: c'est l'*Association internationale*, régénérée par le congrès, de Genève tenu le 1er septembre 1873. Nous disons régénérée et le mot n'est pas trop gros.

Jusqu'au 1er septembre dernier en effet, l'*Association internationale* s'était laissé envahir, elle aussi, dans son organisation fonctionnelle, par le préjugé autoritaire dont ses premiers auteurs étaient encore imprégnés.

Grâce aux efforts de ceux qui comprirent qu'elle devait tendre à restituer à l'individu sa complète autonomie, l'*Internationale* s'est enfin débarrassée de tout ce qui pouvait être contraire à ce principe.

L'automnie de l'individu, du groupe et de la fédération des groupes est ainsi devenue une vérité et toute usurpation y est maintenant rendue impossible.

Affranchissement de tous par tous; suppression de toutes classes dirigeantes, restitution à chacun, par la propriété collective, des instruments de travail sans lesquels les droits naturels de l'homme ne sont que lettre morte; tel est le programme posé en 1792; tel est le but que poursuivra sans relâche l'*Internationale*, seule et véritable héritière de la Révolution.

Qu'au lieu donc de prendre part aux intrigues politiques sans but et sans dignité auxquelles le convient aujourd'hui les aspirants au pouvoir, blancs, bleus, rouges, voire même tricolores, les prolétaires laissent passer la danse macabre de tous ces représentants de l'autorité agonisante.

Qu'il se préparent pendant ce temps à la suprême et dernière lutte du travail contre le privilège. Puis, l'heure venue et qu'il appartient aux prolétaires seuls de fixer, qu'ils dirigent leurs forces soigneusement conservées et accumulées contre la vieille société autoritaire. Alors celle-ci s'en allant à tous vents fera enfin place à la vraie République, celle des travailleurs de tous pays, librement fédéralisés sous le chapeau de la solidarité (*).

(*) Neuf caractères et signes manquent sur le document original: il sont remplacés par les caractères en italiques "s le cha", sous notre seule responsabilité. (Note A.M.).